

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1403>



Du bon usage du peuple

- Tribunes -



Date de mise en ligne : vendredi 20 octobre 2017

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Le mot populisme est à la mode, version positive ou négative suivant qui l'utilise.

Partant d'un concept né en Russie dans la fin du 19ème siècle et peu rappelé aujourd'hui, il est désormais utilisé vis-à-vis de courants politiques assez divers.

Ce petit texte n'a pas pour objectif de se situer dans le cadre des avalanches de débats qui se sont développés récemment autour de ce terme, mais de tenter de réfléchir, dans leurs grandes lignes, aux utilisations de ce phénomène.

Dans un premier temps, le mot « populisme » a été employé de façon plutôt méprisante pour l'assimiler aux partis d'extrême droite qui progressaient, en particulier en Europe. Ce fut la période où toute opposition aux choix d'une classe dirigeante de plus en plus confrontée à des rejets et des échecs électoraux, était traitée de dangereuse, d'irresponsable, d'incompétente, d'extrémiste réactionnaire, le tout résumé par le mot populiste. Ce fut le cas en France en 2002 après le premier tour de la Présidentielle ou, en 2005, lors du référendum sur le Traité Constitutionnel européen. Une fraction de la gauche, voulant récupérer les rejets ainsi exprimés, commença alors à ne plus boudier le mot en assumant directement le terme de populiste qu'elle qualifia évidemment « de gauche ».

Pris au pied de la lettre, le populisme semble donc désigner ceux qui s'indignent d'une fracture profonde entre une élite exsangue et une masse populaire largement majoritaire, mais sans pouvoir politique réel.

Du côté de l'extrême droite, la chose est assez simple : le peuple étant censé représenter une sorte d'ethnie, il y a peu de fracture en son sein sur ce terrain. L'unité du peuple doit être naturelle contre une élite déconsidérée.

Du côté gauche, le « moment populiste » impose des contorsions plus difficiles, en tout cas dans le long terme car la présidentielle ne peut permettre de résoudre que temporairement la quadrature du cercle. Ses défenseurs, souhaitant rassembler largement autour d'une alternative politique, ne se réfèrent plus directement au concept de lutte des classes qui demanderait d'ailleurs clarification dans une phase historique de profond bouleversement social. Mais, de ce fait, deux problèmes se posent aux mouvements qui se veulent de gauche et rassembleurs du peuple. Le premier est de savoir comment rassembler mais, dans le même temps, exclure pour rester « populistes » ? La volonté de représenter un peuple purifié de scories présentées comme nuisibles amène à se référer par exemple à un peuple arbitrairement limité à 99% (pourquoi pas 99,5% ou 97,5% ?), tentant ainsi une synthèse bancal entre le peuple au sens large et la lutte des classes. La deuxième est que, sauf à entrer dans une logique qui rappellerait trop le stalinisme, il faut que cette synthèse préserve le principe démocratique. D'où l'utilisation de l'« agonisme », concept bizarre censé créer, selon ses promoteurs, un « consensus conflictuel », intéressant oxymore dont on voit mal la capacité de survie historique et les conditions de cette éventuelle survie.

Devant ces exercices compliqués, que ce soit à gauche ou à droite, nous tentons de rappeler quelques principes qui nous paraissent utiles, même s'il est normal qu'ils soient soumis à discussion et en espérant qu'il en soit ainsi.

Nous tenons à la démocratie, c'est-à-dire à la souveraineté populaire. En aucun cas, il ne s'agit de penser que le système politique d'aujourd'hui peut être représentatif de la démocratie alors que tout est fait pour en contourner les principes. Examinons la situation sans complaisances : la liberté de la presse est à reconstruire, la citoyenneté n'est plus qu'un mot et l'esprit critique n'est évoqué que...pour le critiquer. Reconstruire la démocratie et la citoyenneté est donc un combat autant philosophique que politique qui ne saurait être l'apanage de tel ou tel groupe. Il est une lutte

tant pour la liberté individuelle que pour la souveraineté collective et ne saurait s'accommoder du pouvoir d'un chef, aussi charismatique soit-il.

Ce projet, beaucoup le soutiendront tout en en critiquant sa supposée naïveté vis-à-vis de la « démocratie bourgeoise ». Rappelons-leur, une fois de plus, la déclaration de Jean Jaurès : « Ceux qui prévoient la prise de possession brusque du pouvoir et la violence faite à la démocratie, ceux-là rétrogradent au temps où le prolétariat était réduit à des moyens factices de victoire ». Parler de souveraineté populaire conduit à accepter les contradictions qui traversent la société sans chercher à en supprimer artificiellement -ou par la force- certaines des composantes. Cela signifie l'acceptation des conflits inhérents à toute société et une règle du jeu démocratique pour les résoudre. Bien entendu, la règle du jeu devient, de ce fait, un enjeu fondamental et c'est pourquoi l'objectif de l'élection d'une Constituante en France est au centre des questions posées par la période. La démocratie doit être aussi l'espace où s'expriment et se tranchent les rapports sociaux.

La démocratie n'est pas bourgeoise par essence. Elle n'est pas un fétiche, elle doit être un choix raisonné. La chose est d'autant plus essentielle à rappeler au moment où resurgit la violence comme moyen de résoudre les conflits. La démocratie doit être ce qu'en fera le combat pour les libertés et pour les valeurs humanistes.

Au moment où le peuple tend à s'émietter, il faut réaffirmer qu'il n'appartient à personne. Il est une communauté politique souveraine et doit être respecté comme tel. Toute tentative d'en faire un objet ou de le qualifier à des fins politiques lui enlève sa capacité d'être l'acteur capable de faire face aux défis de cette période trouble et incertaine, l'empêche de reconquérir sa souveraineté naturelle.

Cet article a été publié par l'Humanité le 20 novembre 2017 (Voir ci-dessous pièces jointes)